

Les cinq mois de gouvernement de Front populaire suffisent pour démontrer l'incapacité de la démocratie bourgeoise à assurer le pain des travailleurs aussi bien qu'à défendre leur liberté. Le régime capitaliste en Espagne ne pourrait être garanti que par l'établissement d'une dictature militaire à la Franco.

La bourgeoisie républicaine est abandonnée par son armée par sa bureaucratie. Seule la classe ouvrière armée sauve aujourd'hui la liberté du peuple d'Espagne.

Les ouvriers, paysans et marins ne se battent pas pour défendre la vieille République bourgeoise qui ne leur a rien apporté, mais pour établir le régime futur : la République des travailleurs. Cela ils le savent malgré la propagande des partis du Front populaire qui prétendent que les milices ouvrières détendent la constitution actuelle. Si à Madrid la classe ouvrière sous la conduite des partis socialiste et de l'U.G.T. et des communistes officiels suit encore les directives du Front populaire, à Barcelone, le gouvernement de la Généralité ne représente plus qu'une façade officielle, sans pouvoir aucun. La véritable autorité y est exercée par le Comité central des milices antifascistes composé en majorité par les délégués des organisations ouvrières. A côté de lui le conseil économique a la mission de réorganiser l'économie catalane dans le sens du socialisme. Les gouvernements des provinces de Lerida, Gerona, Tarragona sont entre les mains des ouvriers. Notre P.O.U.M. y a l'influence prépondérante. Il n'existe donc pas, ce qu'on appelle « dualité de pouvoir » en Catalogne ; la classe ouvrière y contrôle effectivement toute la société. Par le canal des syndicats, le prolétariat assure la gestion de tous les services publics et de nombreuses entreprises privées. Le clergé et les réactionnaires sont expropriés, les maisons des riches et les couvents transformés en centres d'éducation ou en sanatoria. Il se forme des comités dans les entreprises et dans les villages, parmi les marins et les troupes républicaines. Notre P.O.U.M., qui fait tout ce qui est possible pour en créer d'autres et les lier entre eux, voit dans ces comités, la base même de la République ouvrière et paysanne en gestation. Nous voyons chaque jour que la vieille démocratie bourgeoise est morte en Espagne. Aussi le mot d'ordre du P.O.U.M. est-il la création d'un gouvernement d'alliance ouvrière appuyé d'une part sur les organisations normales du prolétariat et des petits paysans, d'autre part sur les comités locaux. Un tel gouvernement aurait le maximum d'autorité et d'initiative pour écraser le fascisme et accélérer la transformation de l'Espagne dans un sens socialiste. Une Assemblée constituante formée par les délégués des comités d'ouvriers, de paysans, de combattants donnerait à l'Espagne ouvrière sa constitution définitive.

Mais pour arriver à ce but suprême de sa lutte, le prolé-

tariat doit veiller à remplir les deux conditions suivantes :

La première est de ne pas désarmer ; de ne pas rendre ses armes à la bourgeoisie ; c'est d'autant plus nécessaire que de nombreux éléments de la bourgeoisie républicaine cherchent à réaliser des compromis avec les militaires fascistes, compromis qui seraient une trahison à l'égard du peuple espagnol. Nous déclarons que quiconque cherchera un compromis avec nos ennemis sera traité de la même façon qu'eux, quiconque cherchera à désarmer le prolétariat sera considéré comme un complice de nos ennemis.

La deuxième condition est le maintien et le renforcement de l'unité d'action entre les travailleurs. L'unité d'action s'est scellée dans le sang de milliers de combattants morts pour la cause du prolétariat. Elle doit être indestructible et ne pas permettre à nouveau que la classe ouvrière se mette à la remorque de la bourgeoisie républicaine pour la défense du régime capitaliste.

Aujourd'hui, dans cette lutte pénible et inexorable, la classe ouvrière d'Espagne, de larges couches de la paysannerie, des classes moyennes, des intellectuels et techniciens ont pris conscience de la malfaisance du capitalisme et des horreurs auxquelles il aboutit. Notre parti aspire à les guider vers l'Union des Républiques socialistes ibériques, nouvelle étape de la Révolution socialiste mondiale.

Résolution du Comité central du P.O.U.M. sur la situation politique actuelle²

L'impérieuse nécessité de mener la guerre jusqu'au bout, jusqu'à l'extermination totale de la canaille fasciste, de conduire l'économie du pays jusqu'au socialisme, unique moyen de reconstituer cette économie détruite par la guerre civile et de transformer radicalement la structure politique et sociale de la République, impose la formation d'un Gouvernement ouvrier. Celui-ci devant rompre absolument avec la légalité républicaine-bourgeoise d'avant, procédant à la convocation immédiate de Cortes Constituantes, élues par les Comités d'ouvriers, de paysans et de soldats et qui élaborent la constitution du nouveau régime sorti de la révolution.

En Catalogne, grâce à l'existence, d'une part de notre Parti qui a maintenu en tous temps son orientation fidèle aux principes du marxisme révolutionnaire, et d'autre part de la C.N.T. et de la F.A.I. qui, malgré leur confusionnisme idéologique et leurs erreurs de tactique représentent une puissante impulsion révolutionnaire des masses ouvrières, la

2. *La Révolution espagnole*, 7 octobre 1936.